

FNEEQ



CSN

CONSEIL FÉDÉRAL

RÉUNION des 6, 7 et 8 DÉCEMBRE 2000

RECOMMANDATIONS

RÉFÉRÉES

PAR

LE

CONGRÈS FÉDÉRAL

DE

JUIN 2000

RECOMMANDATIONS RÉFÉRÉES PAR LE CONGRÈS DE JUIN 2000

I. DÉVELOPPEMENT DE LA FÉDÉRATION

2. Les préoccupations, les besoins et les attentes des syndicats en matière de formation ont progressivement débordé le cadre strict de la convention collective. Ainsi, les problématiques de la santé mentale, de la violence en milieu de travail ou celles des droits et des conditions de travail des personnes à statut précaire interpellent de plus en plus les syndicats comme elles intéressent les membres qu'ils représentent. Dans l'optique de répondre aux besoins particuliers de formation des syndicats et de susciter de façon large la réflexion sur les grandes questions de l'heure, le Congrès fédéral propose que la FNEEQ :

§ révisé l'organisation de la formation de sorte à couvrir les besoins, notamment sur les thèmes suivants :

- le règlement des litiges,
- la négociation collective,
- les droits et la vie syndicale des personnes à statut précaire,
- l'action syndicale en prévention,
- la santé mentale et l'organisation du travail,
- les avantages sociaux ;

§ instaure un lieu d'échange large (colloque) qui donnerait l'occasion aux enseignantes et aux enseignants d'être saisis de problématiques particulières ;

§ constitue une banque de personnes formatrices à partir des membres des différents comités fédéraux ;

◆ favorise une approche intégrée de la formation en recourant aux expertises de la CSN et à celles des différentes fédérations ou conseils centraux.

3. En 1997, dans le cadre du programme de départ volontaire à la retraite, plusieurs enseignantes et enseignants de cégep et d'établissement d'enseignement privé ont quitté l'enseignement. Plusieurs parmi eux avaient milité activement. Dans les prochaines années, l'ampleur des départs sera importante, ainsi notre membership sera considérablement modifié. Par ailleurs, nous sommes confrontés à de nouvelles problématiques, dont celle de la croissance du travail atypique. Tout cela milite pour que nous nous attaquions sérieusement à l'impact de ces nouvelles réalités sur notre travail syndical. Le Congrès fédéral propose que la FNEEQ :

§ mène une réflexion sur les nouvelles réalités syndicales en éducation, notamment sur l'action syndicale.

II. LA PLACE DE LA FNEEQ AU QUÉBEC ET DANS LE MONDE

2. L'Assemblée générale de l'ONU a proclamé, en novembre 1997, l'an 2000 comme l'*Année internationale de la culture de la paix*. L'organisation non gouvernementale *Les éducateurs pour la paix* tiendra une Conférence mondiale sur cette question à Paris, en juillet 2000. Le Congrès fédéral propose que la FNEEQ :

§ reconferme sa volonté de promouvoir une culture de paix ;

§ adhère à la déclaration sur l'éducation à la paix ;

§ invite les syndicats à organiser des activités sur cette question, en collaboration avec les autres syndicats et associations étudiantes de leur établissement ;

§ participe à la campagne pour recueillir cent millions de signatures au Manifeste 2000.

IV. LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

3. En regard des transformations du marché du travail, de la multiplication des formes atypiques de l'emploi et des différentes réformes en éducation, les enseignantes et les enseignants sont confrontés à des réalités et à des décisions qui vont de plus en plus à l'encontre des exigences dévolues à un enseignement de qualité. Dans le souci de resserrer les liens entre la qualité de l'éducation et la qualité de vie au travail et dans la société, le Congrès fédéral propose que la FNEEQ :

- § entreprenne des démarches auprès du gouvernement du Québec pour qu'il développe et offre un programme de subventions ou des mesures fiscales qui compenseraient une partie de la perte du pouvoir d'achat des personnes ayant adhéré à un programme de réduction du temps de travail ; ceci, dans le cadre de la politique de la FNEEQ sur le partage du travail dans l'enseignement ;
- § accorde une attention particulière à la multiplication des attestations d'études collégiales (AEC) offertes par l'Éducation des adultes, et évalue les effets sur l'emploi du déplacement des clientèles de l'enseignement régulier vers l'Éducation des adultes ;
- § propose des stratégies pour permettre aux syndicats d'intervenir sur la Formation continue, notamment en ce qui concerne les conditions de travail et les contenus de formation ;
- § étudie la question de la sous-traitance effectuée dans des programmes d'enseignement, tels sports-étude ou arts-étude, et qui suscite des appréhensions à l'égard de l'application prochaine de la réforme des curriculum au primaire et au secondaire ;
- § encourage toute mesure qui a comme objectif prépondérant la stabilisation de l'emploi et l'enrichissement de la tâche des chargé-es de cours des universités.